

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 150 (2005)
Heft: 2

Vorwort: Liberté d'expression des militaires
Autor: Weck, Hervé de

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ETH-ZÜRICH
28.Feb. 2005
BIBLIOTHEK

SOMMAIRE

Février 2005

Liberté d'expression des militaires

	Pages
Editorial	
Liberté d'expression des militaires	3
Politique de sécurité	
Réflexion sur notre système de milice	6
Guerre aérienne	
De la stratégie aérienne (2)	10
OTAN	
L'OTAN, bras armé de l'ordre de Bagdad	16
Dossier «Irak»	
Les Américains ont-ils combattu un adversaire évanescent?	21
Falloujah, au cœur de la bataille	26
L'après-guerre en Irak	31
Blindés et mécanisés	
Les faiblesses du «Stryker» américain	34
Forces terrestres	
Doctrine des Forces terrestres	38
Histoire	
Joseph de Christen à Baylen (1)	42
Comptes rendus	
Deux ouvrages sur la fortification	48
Le tome du «Dictionnaire historique de la Suisse»	51
Armement	
Succès à l'étranger de l'entreprise suisse RUAG	57
Revue des revues	58
SSO: Comité central	I-III
RMS - Défense Vaud	IV-VII

Pascal Courtade, dans un article paru dans *Défense nationale* en juillet 2004 et intitulé « Pour un devoir d'expression des militaires », écrit que le statut des militaires, qui date de 1972, les prive de leur liberté d'expression. Pourtant, intéresser l'opinion aux débats internes à l'armée n'est pas forcément lui donner le spectacle d'une institution qui se déchire mais créer le moyen d'enrichir débats et discussions. Le lien armée-nation se distend à cause du mutisme de la première. N'y a-t-il pas de l'hypocrisie à exalter ce lien sans manifester un peu de réalisme ?

Il est difficile de se connaître si l'on ne peut pas se parler ! Le militaire ne dispose pas de moyens de se faire entendre en tant qu'individu et les journalistes accrédités « Défense » ne jouent que rarement les caisses de résonance des débats et des courants qui traversent l'armée.

Un des critères de la qualité du débat touchant à la défense est sans doute le nombre de livres publiés. Jusque dans les années 1990, la chape de plomb du conformisme envers la doctrine de la dissuasion nucléaire a stérilisé toute réflexion, sauf chez quelques généraux, notamment Gallois et Beaufre. Un dogmatisme, qui n'a jamais été aussi fort, explique le silence jusqu'à aujourd'hui. C'est toujours le même petit nombre qui publie, parmi les plus connus le colonel Desportes et le général de Richoufftz. L'ensemble des officiers reste silencieux, aussi bien ceux d'un certain âge que les jeunes, dont on pourrait attendre une certaine insolence, un esprit critique bénéfique pour l'institution dont ils sont le

futur. Le maréchal Lyautey n'était que capitaine, lorsqu'il publia le *Rôle social de l'officier* !

Faut-il y voir le signe que trop peu manifestent assez de culture, de courage et de vitalité pour se risquer à l'exercice ? N'est-ce pas plutôt une conséquence du manque de liberté d'expression des militaires qui doivent manifester retenue et réserve ? S'ils veulent s'exprimer, ils ont l'obligation de soumettre leur texte à l'autorité ministérielle. Les chroniques tenues par des officiers, qui paraissaient dans un certain nombre de journaux, ont disparu depuis belle lurette.

Le pluralisme des idées pallie le caractère « totalitaire rampant » de la pensée officielle ; il ne peut être que la conséquence d'une expression riche et libre des militaires qui sont, par la force des choses, des experts dans leur domaine. Qui, mieux qu'eux, peut faire le bilan critique mais constructif d'une structure, d'un ordre de bataille, d'un engagement, d'un exerci-

ce, du besoin ou des tests de tel ou tel matériel? Il y a quelque chose d'irritant à ce que, pour des motifs souvent intéressés, ce soit des députés qui prennent la plume, dans *Le Monde* ou *Le Figaro*, pour défendre, avec plus ou moins de compétence, le *Charles-de-Gaulle*, le second porte-avions, la nécessaire acquisition de tel missile, de tel avion de combat.

Pour que la liberté d'expression devienne une réalité dans les forces armées, il faut des revues indépendantes qui soient des lieux d'expression pour les militaires. Plus il y en aura, mieux ce sera, a dit le socialiste François Hollande.

Bien que la France connaisse un système politique très différent du nôtre et que les rapports entre l'armée et les autorités politiques n'y soient pas similaires à ceux qui prévalent en Suisse où la défense repose sur une armée de milice, on repère quelques données qui concernent en particulier nos militaires de carrière. A notre connaissance, ils

ne doivent pas soumettre les textes qu'ils écrivent au Département de la défense. Bénéficient-ils pourtant de la liberté d'expression? Courent-ils des risques professionnels si, dans les médias ou dans la presse militaire, ils mettent en évidence d'une manière constructive des lacunes, des insuffisances de notre organisation militaire, les dangers de décisions concernant la politique de sécurité ou la défense militaire? Dans leurs interventions écrites ou orales, ne se limitent-ils pas en principe à expliquer le système, voire à le justifier? Il semble qu'en 2004, on leur ait demandé de ne pas s'exprimer sur les problèmes *sensibles* d'Armée XXI et, pour ce genre de sujet, d'envoyer les journalistes au sommet de la hiérarchie. Quoi qu'il en soit, cela va renforcer la prudence naturelle des cadres militaires, de milice ou de carrière, qui craignent pour leur avenir militaire.

Entre 1990 et 2002, la *Revue militaire suisse*, qui ne dépend pas du Département de la défense, n'a jamais reçu de pro-

testation ou de demande de rectification de sa part. Depuis, elle en a reçu deux et, dans les deux cas, ce qu'elle affirmait était exact.

Il y a pourtant un danger bien plus grave que la mise au pas des militaires. En Suisse, l'indispensable consensus politique et social dont l'armée a besoin pour conserver sa vraie place dans la société s'est émoussé. Elle devient un sujet *exotique* aux finalités discutables et incertaines, aux missions diluées. Les députés bourgeois s'en désintéressent, de nombreux députés de gauche aimeraient en voir la disparition ou, du moins, la réduction à la portion congrue.

En général, le monde politique traite le budget militaire en tant que source d'économies destinées à résoudre les problèmes financiers de la Confédération, pas comme la base d'une politique basée sur une appréciation de la menace et des besoins.

Colonel Hervé de Weck